



Assemblée générale

Distr.  
GENERALE

A/44/504  
6 septembre 1989  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS/CHINOIS

Quarante-quatrième session  
Point 12 de l'ordre du jour provisoire\*

RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Lettre datée du 5 septembre 1989, adressée au Secrétaire général  
par le Représentant permanent de la Chine auprès de l'Organisation  
des Nations Unies

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir le texte de la déclaration que le porte-parole du Ministère des affaires étrangères de la République populaire de Chine a publiée le 2 septembre 1989 à propos de l'adoption d'une résolution relative à la Chine à la quarante et unième session de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités de l'Organisation des Nations Unies (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre ainsi que le texte intégral de la pièce jointe comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre du point 12 de l'ordre du jour provisoire.

Le Représentant permanent de la  
République populaire de Chine  
auprès de l'Organisation des  
Nations Unies,

(Signé) LI Luye

\* A/44/150.

Annexe

DECLARATION DU PORTE-PAROLE DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES DE LA  
REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE SUR L'ADOPTION D'UNE RESOLUTION RELATIVE  
A LA CHINE A LA QUARANTE ET UNIEME SESSION DE LA SOUS-COMMISSION DE LA  
LUTTE CONTRE LES MESURES DISCRIMINATOIRES ET DE LA PROTECTION DES  
MINORITES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

2 septembre 1989

Le 31 août, à l'instigation de quelques membres occidentaux, la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, qui relève de la Commission des droits de l'homme de l'ONU, a adopté lors de sa quarante et unième session, tenue à Genève, une résolution relative à la Chine. Cette résolution a constitué une ingérence impudente dans les affaires intérieures de la Chine et une tentative pour faire pression sur elle. Le Gouvernement chinois s'élève énergiquement contre la prétendue résolution qui va à l'encontre des buts et principes de la Charte des Nations Unies et viole les normes qui régissent les relations internationales et la considère illégale et nulle et non avenue.

L'incident qui s'est produit cette année à la fin du printemps et au début de l'été à Beijing traduit le désordre politique qu'un très petit nombre de personnes, agissant en collusion avec des forces antichinoises à l'oeuvre à l'étranger, ont délibérément planifié et organisé en utilisant l'agitation étudiante, désordre qui s'est ensuite transformé en rébellion contre-révolutionnaire dont le but était de renverser le Gouvernement de la République populaire de Chine et le système socialiste constitutionnel en recourant à la violence et à des moyens terroristes. A bout de patience, le Gouvernement chinois a pris des mesures fermes pour étouffer la rébellion afin de maintenir l'ordre et de protéger la vie et les biens de la masse de la population. Ces mesures sont tout à fait légitimes, justifiées et nécessaires et relèvent de la souveraineté d'Etat de la Chine : aucun pays étranger, aucune organisation internationale et aucun particulier n'a le droit de s'y ingérer.

Le Gouvernement chinois a toujours attaché de l'importance aux droits de l'homme. La Constitution et les lois chinoises garantissent à la population de toutes les nationalités de Chine la jouissance de droits étendus, y compris les différents droits individuels. En étouffant la rébellion, le Gouvernement chinois a précisément cherché à sauvegarder les droits de l'homme fondamentaux et la liberté de l'immense majorité de la population.

Le Gouvernement chinois a depuis le début adopté une politique d'éducation et une attitude d'indulgence et de tolérance à l'égard des étudiants et des éléments de la population qui ont participé aux manifestations illégales. Les peines prévues par la loi n'ont été appliquées qu'au très petit nombre de personnes qui avaient commis des infractions relevant du droit pénal. Le gouvernement de chaque Etat souverain se doit de faire respecter la loi.

L'ordre social est redevenu normal et la situation est stable à Beijing et dans l'ensemble du pays. La Chine poursuivra inlassablement sa politique étrangère indépendante de paix. Nous sommes prêts à continuer, en nous appuyant sur les cinq principes de la coexistence pacifique, à établir des relations amicales avec tous les pays du monde et à promouvoir la coopération internationale.

Toutes les tentatives faites pour s'ingérer dans les affaires intérieures chinoises sont vouées à l'échec.

-----